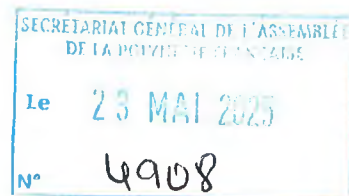




Groupe TAPURA HUIRAATIRA



Question orale (Séance du mardi 27 mai 2025)



**Adressée à Monsieur Moetai BROTHERRSON,
Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens
internationaux, de l'égalité des territoires, de l'aménagement, du foncier, des affaires
internationales, de l'économie numérique et des conséquences des essais nucléaires**

Objet : Transferts financiers de l'État en Polynésie française

Monsieur le Président,

Nous vivons une époque pour le moins paradoxale.

Le 20 mai dernier, le Haut-commissaire de la République annonçait que l'État avait investi en 2024 près de 223 milliards de francs CFP en Polynésie française. Cela représente près d'un tiers du PIB du Pays, avec une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Une preuve concrète, chiffrée et incontestable du soutien massif de la République.

Et pourtant, au même moment, à l'autre bout du monde, à Dili, au Timor-Leste, devant le Comité des 24 de l'ONU, par la voix de votre Déléguée aux affaires internationales, vous accusiez une fois encore la France de colonialisme, allant jusqu'à comparer notre peuple à une victime du « syndrome de Stockholm », propos aussi graves qu'outrageant.

Quelques jours plus tôt, vous vous rendiez à Paris avec votre ministre de la Santé, sans même en informer ni coordonner ce déplacement avec le Haut-commissaire, pour tenter d'obtenir une convention dans le domaine sanitaire. Vous annonciez un enjeu de 5 milliards. Finalement, ce voyage n'aura eu d'autre effet que d'alourdir l'empreinte carbone de votre gouvernement.

Cette contradiction permanente est devenue la marque de fabrique du Tavini Huiraatira : d'un côté, vilipender la France devant les instances internationales, de l'autre, solliciter sans relâche ses financements à Paris.

En 2025, après de 50 années de lutte indépendantiste, une question reste entière : comment comptez-vous remplacer les transferts financiers de l'État ? Votre projet de République fédérale de Ma'ohi Nui reste une utopie floue, sans modèle économique, sans financement identifié, sans plan concret, sans cap clair, sans projet de société.

Le salut ne viendra pas, non plus, des fonds marins, puisque vous refusez l'exploitation des terres rares dans notre ZEE. Le rêve des 75 000 milliards de dollars promis par Oscar Temaru, lui aussi, s'effondre.

Monsieur le Président, le 8 juin 2022, sur le plateau de TNTV, vous affirmiez avec assurance que chaque année, 230 milliards de francs CFP repartaient vers la France, laissant croire à vos militants que l'État "vole les Polynésiens".

Or, la réalité est tout autre :

- En 2024, plus de 110 milliards ont été consacrés à l'exercice des compétences du Pays, dont 75 milliards pour l'éducation ;
- 15 milliards ont été transférés aux communes ;
- Près de 100 milliards ont été dédiés aux pensions des retraités, à notre sécurité, à la justice, à l'enseignement supérieur, à la surveillance de notre ZEE, à l'aviation civile...

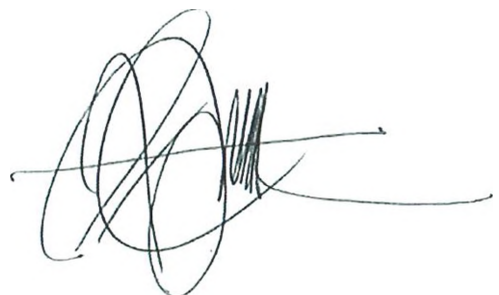
Et ce n'est pas tout :

- 80 % des fonctionnaires de l'État en Polynésie sont des enfants du Pays ;
- Aucun impôt ni taxe payé par les Polynésiens ne repart en France, si ce n'est les amendes pénales qui représentent un peu plus d'un milliard par an.

Monsieur le Président, d'un côté vous affirmez que 230 milliards repartent tous les ans vers la métropole ; de l'autre, le Haut-commissaire établit un bilan précis et documenté de 223 milliards investis par l'État en Polynésie en 2024.

Ces deux versions sont irréconciliables. Alors dites-nous, franchement, Monsieur le Président, qui de vous ou du haut-commissaire trompe les Polynésiens ?

Je vous remercie de votre attention.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Edouard FRITCH